

Le « grand récit » de Göran Persson

par Olle SVENNING*

Si hégémonique soit-il, le parti social-démocrate suédois cherche désespérément son nouveau « grand récit ». Le thème du développement durable peut-il offrir à cet égard un bon horizon de substitution à un mouvement un peu usé ? C'est du moins ce qu'espère l'actuel Premier ministre, Göran Persson...

La question revient de plus en plus souvent, telle une énigme postmoderne : quels sont les « grands récits » sociaux-démocrates de notre époque ? Parfois j'ai envie de répondre : c'est l'histoire du Premier ministre Göran Persson lui-même, du chemin qu'il a parcouru depuis sa maison natale jusqu'aux plus hautes fonctions du pays. On y retrouve le récit de base du mouvement ouvrier : l'histoire commence dans une simple maison ouvrière d'une petite ville de province, et raconte la trajectoire d'un des fils de la famille, qui gagne sa vie dès le plus jeune âge en distribuant le journaux le matin et en ramassant des bouteilles consignées. Le fils se tourne vers les organisations du mouvement ouvrier, où il trouve du soutien, gagne en confiance et voit s'ouvrir devant lui les chemins de l'engagement. Il y découvre l'histoire et l'idéologie du mouvement, apprend comment établir le protocole des réunions de la section locale du Parti et devient rapidement l'un de ses élus. Ses connaissances, il les acquiert dans les cercles de formation du mouvement, dans les salles des bibliothèques populaires et dans sa propre chambre pendant son temps libre : parier sur une formation académique lui paraissait un calcul économiquement trop risqué à l'époque. Il se fait connaître comme élu local, quitte la province et se fait aussitôt remarquer par les dirigeants du Parti. Avec acharnement, il met en œuvre les idées du chef du parti et du Premier ministre. Il devient ainsi homme d'État, et lorsqu'il s'agit de trouver un candidat pour remplacer le Premier ministre sortant en 1996, il aperçoit la consécration. Dans une Suède sociale-démocrate, le fils d'un couple d'ouvriers du bâtiment peut encore devenir le premier entre les siens. Difficile à battre comme idéal du mouvement ouvrier.

Jusqu'où remontent les « grands récits » traditionnels du Parti social-démocrate ? Il vaudrait peut-être mieux retourner la question : à quel moment ont-ils disparu ? On pourrait dater ce début

de la fin en 1976, l'année d'une défaite électorale historique qui avait marqué sur le plan politique la fin des Trente glorieuses. Jusqu'alors, le Parti avait pu ressasser le refrain d'un mouvement ouvrier qui avait créé l'État-providence, des « petites gens » d'une contrée pauvre du Nord de l'Europe qui avaient érigé eux-mêmes leur « maison du peuple » : avec des maisons salubres, une éducation accessible à tous et une sécurité sociale tout au long de la vie. D'après ce récit, la « maison du peuple » fut bâtie contre l'opinion de la droite, même si la grande industrie finit par l'accepter, plus par pragmatisme qu'en raison de considérations idéologiques. Paix sur le marché du travail et garanties de la propriété privée furent échangées contre des réformes sociales et l'hégémonie politique du mouvement ouvrier. Au début des années 1970, l'État-providence fut complété par les réformes du marché du travail : les salariés auraient désormais un droit de regard dans la gestion des entreprises, même s'ils n'ont finalement pas repris le contrôle du capital, comme on l'imagina alors brièvement au siège du syndicat LO. Avec les réformes de l'assistance maternelle, l'entrée massive des femmes sur le marché du travail et l'assurance parentale, l'État-providence se déclina au féminin aussi bien qu'au masculin.

Un récit épuisé

Et la suite ? Le récit est devenu sentimental, voire nostalgique : « souvenez-vous de ce que nous avons fait pour vous, ou plutôt avec vous. Continuez donc de nous soutenir ». Au sein des élites du « mouvement », on commença cependant à deviner une volonté de déchirer quelques chapitres de la Genèse : ne pouvait-on pas privatiser au moins une partie du service public ? Finalement, l'économie du marché n'était pas si mauvaise que cela, il suffisait peut-être de la diriger un peu mieux. Et si les réformes étaient une juste cause à laquelle les syndicats s'opposaient, ne méritaient-elles pas qu'on limite quelque peu le droit de grève ? Et le Parti libéral n'était-il pas un bon candidat pour une coalition gouvernementale ? Tel était l'état d'esprit des élites sociales-démocrates à la fin des années 1980. Comme partout en Europe, le Parti était devenu social-libéral, avec toutefois une différence de taille : il avait préservé son alliance historique avec le mouvement syndical. C'est grâce à cette alliance que la perspective de classe et le rapport de forces entre le travail et le capital n'ont jamais disparu de la pensée politique, ni de la stratégie sociales-démocrates. Le mouvement ouvrier suédois a toujours été le plus puissant lorsque les technocrates du parti étaient en phase avec la base syndicale. Or, depuis la fin des années 1970 et tout au long des années 1980, le Parti et la centrale syndicale LO n'ont cessé de s'affronter. Les hauts fonctionnaires du Ministère des finances proclamaient la nécessité d'une « modernisation », tandis les syndicats répondaient aux efforts de libéralisation par des revendications salariales de plus en plus poussées et une résistance passive aux réformes du service public. « Nous vous barrerons la route », avait déclaré Bertil Johansson, président de LO dans les années 1990, dans une formule

particulièrement éclairante du nouveau rapport entre les deux piliers du « mouvement ».

Les adversaires politiques de Göran Persson l'ont souvent érigé en symbole du manque d'idées et de l'arrogance des sociaux-démocrates. « Son seul projet est le pouvoir lui-même », m'a dit un des ministres que Persson avait hérité de son prédécesseur. D'autres disent qu'il est surtout pragmatique. L'écrivain social-démocrate Göran Greider laisse entendre que Persson incite le Parti à un véritable « culte de l'individu » autour de sa propre personne : « Le parti perd son idéologie, écrivait-il dans la revue *Ordfront* en mai 2005, tandis que les pires aspects du collectivisme reviennent sous la forme d'un rassemblement extraordinaire, et peu individualiste dans sa nature, autour de la figure du chef ». Il est facile de percevoir certains traits autoritaires dans la façon dont Persson exerce le pouvoir, mais peu de gens le reconnaîtraient dans cette description. Elle dépeint bien mieux ses prédécesseurs. Car le pouvoir de l'actuel chef du parti repose sur des assises bien plus fragiles que celles dont disposaient un Tage Erlander¹ et un Olof Palme². À l'époque, le Parti comptait plus d'un million d'adhérents ; aujourd'hui il n'en reste que 140 000. C'est là la source d'une partie de ses problèmes actuels : la direction a perdu le contact avec « la base » et dépend davantage des médias. L'aspect communautaire du parti s'est affaibli, et avec lui le contrôle exercé sur les dirigeants par les militants. D'où les « affaires » qui émaillent son histoire récente : des visites à certains clubs privés mal famés de Bruxelles, payées par l'argent public, jusqu'au trucage des chiffres des adhérents par les leaders du mouvement jeunesse. L'électorat traditionnel du parti, jadis connu pour sa fidélité et son engagement, semble désormais atteint d'apathie. Son cœur réside toujours dans les deux millions d'adhérents du syndicat LO, qui dispose d'un appareil de fonctionnaires bien plus impressionnant que le parti. En même temps, l'alliance historique avec LO paraît plus fragile que jamais, les intérêts de classe se heurtant de plus en plus souvent à la tactique électorale. Un grand économiste social-démocrate résume les dix années de règne de Persson de la façon suivante : « Il s'efforce de sauver ce qui reste de la sociale-démocratie dans ce pays ».

Une « maison du peuple » verte ?

Quelle est donc l'idéologie de Göran Persson, son utopie de provision aujourd'hui ? Une fois au pouvoir, il a dû essayer de faire du neuf sur la base de l'héritage de la « maison du peuple ». Il voulait jeter les fondations d'une nouvelle vision de l'avenir sociale-démocrate, qui serait plus qu'une simple « modernisation ». Par le passé, le parti s'affichait avec une sorte de théorie des stades : Olof Palme évoquait volontiers, dans un langage emprunté à Per Albin Hansson³, les trois étapes de la démocratie : politique, sociale, économique. Persson a choisi une autre perspective,

1 N.d.T. : Premier ministre social-démocrate dans les années 1946-1968.

2 N.d.T. : Premier ministre social-démocrate dans les années 1968-1974 et 1982-1986.

3 N.d.T. : Premier ministre social-démocrate dans les années 1932-1946.

visiblement inspirée du rapport de Brundtland⁴ sur l'état écologique de notre planète : la nouvelle triade consiste dans un développement durable social, économique et écologique. Sa grande ambition est donc de greffer la pensée écologique sur l'héritage social-démocrate. « C'est le prochain grand projet de la sociale-démocratie suédoise, affirmait-il lors d'un congrès de son parti à la fin des années 1990. Nous allons faire de la Suède un pays exemplaire dans le domaine du développement durable. Nous allons bâtir notre pays à nouveau, pas à pas. » Le texte en filigrane éclipse presque le sens explicite : quiconque connaît l'histoire du parti reconnaîtra facilement l'allusion à la vieille chanson ouvrière Nous avons bâti le pays, ainsi que l'hommage rendu à l'idéologie éternelle, bien que marquée par l'usure du temps, du réformisme dans la formule « pas à pas ». Avec des méthodes traditionnelles et de vieux réflexes idéologiques, le mouvement ouvrier serait donc sur le point d'entrer dans une société nouvelle, une « maison du peuple » verte.

De la théorie à la pratique

Dans un discours prononcé en 1997, lors d'un séminaire commun de la section jeunesse du parti et du syndicat du bâtiment Byggnads, le Premier ministre devint presque poétique : « Nous portons l'eau des océans dans nos cellules. Nous avons besoin d'être surpris à nouveau par le moment qui nous fut accordé sur la terre, de retrouver un sentiment du sacré et un sens du respect qui nous rendront plus prudents dans notre usage des ressources de la création ». Le ton est dramatique, chargé d'allusions à la Bible et au classique de la littérature ouvrière suédoise, Vilhelm Moberg. Le Premier ministre passe ensuite habilement du « grand récit » aux réalités suédoises. Après avoir présenté sa proposition d'un programme d'aide à la protection de l'environnement dans les pays pauvres, il évoque les 40 milliards de couronnes qu'il est prêt à investir pour que les immeubles suédois deviennent écologiquement durables. « Et ça, ça crée beaucoup d'emploi, lance-t-il dans la salle. Vous qui travaillez dans le bâtiment, vous êtes bien placés pour le savoir ». Persson invite également les producteurs d'automobile Volvo, Saab et Scania à diviser par deux la consommation moyenne de fuel de leurs voitures dans les dix ans qui viennent, et il réaffirme : « Nous allons sortir du nucléaire. La centrale de Barsebäck sera fermée ». Ensuite vient l'idée d'un nouveau certificat écologique et de critères écologiques pour tous les marchés publics. L'agriculture doit s'adapter aux exigences et garantir la diversité écologique, etc.

Cependant, le Premier ministre se laisse une grande marge de manœuvre entre la vision et sa mise en pratique. La politique énergétique en fournit un exemple éclairant. Ses premières prises de position sur l'énergie nucléaire étaient sans ambiguïté : toutes les centrales seraient fermées en 2010. Pourtant, il fut obligé de renoncer à cette date butoir, sans en fixer de nouvelle. L'accord sur

⁴ N.d.T. : Publié en 1987 par la Commission d'Environnement et de Développement de l'ONU, présidée par Gro Harlem Brundtland.

la politique énergétique de 1991, qu'il a hérité en accédant au pouvoir, comportait une série de contradictions internes : l'objectif de 2010 y était réitéré, et confirmé par le congrès social-démocrate en 1993. Or les ambitions du Parti sur le plan environnemental allaient plus loin : l'émission des dioxydes de carbone ne devraient pas dépasser le niveau de 1990, les grands fleuves du Nord resteraient protégés de l'exploitation hydroélectrique, et la grande industrie serait approvisionnée en énergie à des prix raisonnables. Ces différents objectifs entraînaient inéluctablement en conflit entre eux, et une grande confusion régnait parmi les sociaux-démocrates après la victoire de 1994. Ingvar Carlsson⁵ se sentait moralement lié à l'« objectif 2010 » fixé par le grand référendum de 1980 : l'abandonner maintenant, disait-il, serait perçu comme une trahison et éroderait un peu plus la confiance des électeurs dans la politique. D'un autre côté, les syndicats s'y opposaient farouchement, et entre temps le pays avait plongé dans une crise économique profonde et avait besoin de retrouver la confiance des marchés. En 1996, dans son premier exposé devant le parlement en tant que Premier ministre, Persson déclara ainsi : « La fermeture progressive des centrales nucléaires doit être lancée pendant la législature actuelle, et continuer ensuite à un rythme régulier. Elle ne doit pas toutefois menacer la compétitivité de la industrie ». Persson invita ensuite tous les partis à des concertations, mais son objectif était moins de trouver un large consensus que de diviser l'opposition. La manœuvre réussit et un nouvel accord fut signé avec le Parti de gauche (ex-communiste) et le Parti agraire (de droite). Persson lui-même commente sa nouvelle position de la façon suivante : « La fermeture du premier réacteur est un signal envoyé aux marchés. De même pour le deuxième. Mais ensuite il faudra s'attendre à une longue pause, puisque les réacteurs qui restent ne seront fermés que lorsqu'ils arriveront au terme de leur exploitation ». La fermeture du premier réacteur de la centrale de Barsebäck se fit attendre et ne fut réalisée qu'en 1999. Le deuxième ne fut fermé qu'en 2005, plus d'une décennie après la décision. Et l'année 2010 disparut pour toujours de la rhétorique sociale-démocrate.

Traduit par W.K.

*Olle Svenning est journaliste au journal suédois *Aftonbladet*. Cet article est un extrait du livre *Göran Persson och hans värld* (Le monde de Göran Persson), Nordsteds, Stockholm, 2005.

Texte paru dans Quand la Suède doute de son modèle, *La vie des idées*, n°15, septembre 2006
et sur laviedesidees.fr, le 10 mars 2008

© laviedesidees.fr

5 N.d.T. : Premier ministre suédois dans les années 1986-1991 et 1994-1996.